

REPUBLIQUE DUBURUNDI



REPUBLIKA Y'UBURUNDI

**COMMUNICATION DE SON EXCELLENCE MADAME
ROSE NDIWAYO VICE-MINISTRE CHARGÉE DES**

**DROITS DE LA PERSONNE HUMAINE ET DU
GENRE LORS DE LA 52^{ème} SESSION DE LA
COMMISSION DE LA CONDITION DE LA FEMME**

New York, le 27 février 2008

1. Introduction

Le budget de cette année a été investi dans le

secteur femmes est tombé à point nommé dans mon pays qui est en
l'attente d'un règlement d'un conflit qui l'a profondément

Le bilan des réalisations dix ans après Beijing fait preuve des progrès, des efforts, mais aussi et malheureusement, des défis ayant presque

Ministère et par domaine. C'est avec amertume que les femmes

phénomène qui prend à l'heure actuelle une ampleur inquiétante. Comme le projet ne couvre pas tout le pays, les autres

initiatives de la société civile apportent leur assistance. Elles sont pour

la plupart appuyées par les unités genre des agences des Nations-Unies. D'autres par contre deviennent inactives suite au manque de fonds. Pris en considération la résurgence des actes de bavure dans certaines localités, le souhait est que le Ministère des Finances use de

son influence en tant que gestionnaire des chiffres pour l'ouverture d'une ligne budgétaire destinée aux interventions d'urgence entre autres la prise en charge matérielle, juridique et socio-psychologique des victimes, particulièrement celles des violences basées sexuelles.

2.3. La santé

séances de conscientisation multipliées. Les centres de développement familial, CDF en sigle, qui sont des structures décentralisées du Ministère du Genre et qui exécutaient ce travail avec l'appui financier

qui a clôturé récemment ses activités, viennent de perdre leurs fonctionnalités parce que la requête du ministère à ce sujet n'a pas été retenue dans les prévisions budgétaires annuelles de l'état pour l'année

en cours. Collaborateurs dynamiques de l'administration de base, cette dernière souffrira profondément de leur perte. Du côté alphabétisation des adultes, la proportion des femmes est prépondérante avec 32% sur

rapport sur la première évaluation qui a eu lieu au courant de ce mois de février 2008 est attendu.

Au-delà de cette avancée des femmes aux postes de responsabilité et de prise de décision, traditionnellement masculines, on peut noter

également leur percée dans les postes de police et de la défense nationale. On compte 557 femmes policières et militaires dont 80 Officiers, 170 brigadiers et sous-officiers, 307 agents de police et Hommes de rang, 1 Inspecteur Général Adjoint de la Police Nationale, des Chefs de Service et Chefs des Bureaux à la Police Nationale et Force de Défense Nationale, Commandant de la Police Nationale

Chargée de Protection des mœurs et des mineurs, Deux femmes Officiers ont été envoyées dans les missions internationales de maintien